ASSEMBLÉE NATIONALE

5 juin 2025

POUR LA REFONDATION DE MAYOTTE - (N° 1470)

AMENDEMENT

N ° CL173

présenté par

Mme K/Bidi et Mme Faucillon

ARTICLE 8 BIS

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer l'article 8 bis du projet de loi pour la refondation de Mayotte, qui impose au préfet d'informer sans délai les organismes de sécurité sociale et France Travail de toute décision de refus de séjour, de retrait de titre ou d'expulsion, et oblige ces derniers à radier les personnes concernées.

Cet article reprend, pour Mayotte, les dispositions de l'article 48 du projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration qui avaient été censurées par le Conseil constitutionnel, qui l'avait regardé comme un « cavalier » législatif.

L'introduction de cette disposition confortera une forte précarisation des personnes étrangères. En supprimant leur accès aux droits sociaux, cette mesure les prive de soins de santé, d'indemnisation ou d'aides sociales. Ces personnes, déjà vulnérables, se retrouveront dans une situation de grande précarité.